

**Travaux de reprise des espaces publics  
aux abords du lot PS1 situé au sein de la  
ZAC AEROLIANS Secteur Carole à  
Tremblay-en-France (93)**

**Acte d'engagement valant cahier des clauses administratives  
particulières (AE-CCAP)**

Marché n° :

Version	Modifications
Version 1	Création

## Table des matières

1	IDENTIFICATION DU CONTRAT .....	5
2	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR.....	5
3	IDENTIFICATION DES COTRAITANTS EN CAS DE GROUPEMENT .....	5
4	IDENTIFICATION DES SOUS-TRAITANTS.....	6
5	RÉPARTITION PAR COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS DÉSIGNÉS AU CONTRAT* .....	6
6	MONTANT DE LA PROPOSITION – Prestations à prix unitaires .....	6
7	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	7
8	DISPOSITION GENERALE DU CONTRAT .....	7
8.1	Objet du contrat et lieu d'exécution .....	7
8.2	Allotissement .....	7
8.3	Intervenants .....	7
8.3.1	Acheteur .....	7
8.3.2	Maitrise d'œuvre .....	8
8.3.3	Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).....	8
8.4	Réunions de chantier .....	8
8.5	Représentation des parties.....	8
8.6	Forme des notifications et informations du Titulaire .....	8
9	FORME DU CONTRAT.....	9
10	PIECES DU MARCHE.....	9
10.1	Pièces contractuelles.....	9
11	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	10
11.1	Durée globale du contrat .....	10
11.2	Délais d'exécution.....	10
11.3	Délai de remise des documents.....	10
11.4	Intempéries .....	10
12	PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	11
12.1	Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes.....	11
12.2	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux .....	11
12.3	Etudes d'exécution.....	12
12.4	Provenance des matériaux et produits .....	12
12.5	Organisation, déroulement, sécurité et hygiène du chantier.....	12
12.5.1	Emplacement des installations de chantier.....	12
12.5.2	Mesures particulières concernant la sécurité et la santé.....	13

12.5.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	13
12.5.4	Signalisation de chantier .....	14
12.5.5	Autorisations administratives .....	14
12.5.6	Garde du chantier en cas de défaillance.....	14
12.5.7	Réduction des nuisances .....	15
12.6	Vérification des prestations .....	15
12.6.1	Niveau d'obligation prévu au contrat .....	15
12.6.2	Vérification des matériaux et produits .....	15
13	DEVELOPPEMENT DURABLE .....	15
13.1	Clause environnementale .....	15
13.2	Gestion des déchets .....	15
13.3	Clause sociale .....	16
14	IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX .....	16
14.1	Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général.....	16
14.2	Travaux à proximité des réseaux.....	16
15	NORMES .....	17
16	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	17
16.1	Dégradations causées aux voies publiques .....	17
16.2	Dommmages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution .....	17
16.3	Obligation de vigilance .....	17
16.4	Protection de la main d'œuvre .....	18
16.5	Devoir d'information et de conseil .....	18
16.6	Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption .....	19
17	FIN DU CONTRAT .....	19
17.1	Repliement de chantier et remise en état des lieux.....	19
17.2	Réception .....	19
17.2.1	Opérations préalables à la réception.....	19
17.2.2	Réception des travaux .....	19
17.3	Réception partielle.....	20
17.4	Document fournis après exécution .....	20
18	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	21
19	PRIX .....	21
19.1	Nature des prix .....	21

19.2	Contenu des prix.....	21
19.3	Révision ses prix .....	22
19.4	Retenue de garantie .....	23
19.5	Sous-traitance .....	23
20	AVANCE – REGLEMENT – MODALITES DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	23
20.1	Avance .....	23
20.2	Règlement des comptes.....	24
20.2.1	Présentation des demandes de paiement.....	24
20.2.2	Paieement des membres du groupement .....	24
20.2.3	Régime et périodicité des paiements .....	24
20.2.4	Délai de paiement .....	24
20.3	Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives .....	25
20.4	Décompte général et définitif.....	25
21	ASSURANCES.....	25
22	PENALITES .....	25
23	CLAUSES DE REEXAMEN.....	29
23.1	Prix nouveaux .....	29
23.2	Solution technique innovante.....	29
23.3	Cession du contrat.....	29
23.4	Défaillance d'un membre du groupement .....	30
23.5	Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution .....	30
24	RESILIATION DU MARCHE.....	30
24.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	30
24.2	Résiliation du fait du maître d'ouvrage.....	31
24.3	Résiliation pour faute du Titulaire.....	31
24.4	Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	31
25	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	31
26	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....	31
26.1	Règlement des différends.....	31
26.2	Tribunal compétent.....	32
27	ENGAGEMENT DU CANDIDAT .....	32
28	APPROBATION DU MARCHE.....	33

## 1 IDENTIFICATION DU CONTRAT

<b>OBJET DU CONTRAT :</b>	Travaux de reprise des espaces publics aux abords du lot PS1 situé au sein de la ZAC AEROLIANS Secteur Carole à Tremblay-en-France (93)
<b>ACHETEUR :</b>	Grand Paris Aménagement
<b>PERSONNE HABILITÉE :</b>	Monsieur le Directeur Général 11, rue de Cambrai CS 10052
<b>ADRESSE :</b>	75945 Paris Cedex Téléphone : 01 40 04 66 00 Courriel : <a href="mailto:serviceachats@grandparisamenagement.fr">serviceachats@grandparisamenagement.fr</a> Site internet : <a href="https://www.grandparisamenagement.fr/">https://www.grandparisamenagement.fr/</a>
<b>TYPE DE CONTRAT :</b>	Marché 3 devis

## 2 IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR

<b>RAISON SOCIALE :</b>		
<b>SIRET* :</b>		
<b>REPRESENTÉ PAR** :</b>		
<b>ADRESSE :</b>		
<b>TÉLÉPHONE :</b>		
<b>COURRIEL (obligatoire) :</b>		
<b>AGISSANT EN TANT QUE :</b>	Titulaire (1) - Mandataire du groupement solidaire (2) Mandataire du groupement conjoint (3) Mandataire solidaire du groupement conjoint (4)	
<b>SIRET DEPOSANT CHORUS PRO (si différent) :</b>		
<b>ADRESSE SERVICE FACTURATION (si différente) :</b>		

\* Ou n° de TVA intracommunautaire pour les fournisseurs issus de l'UE ou autre identifiant économique équivalent pour les pays hors UE.

\*\* Prénom, nom et fonction.

## 3 IDENTIFICATION DES COTRITAINTS EN CAS DE GROUPEMENT

<b>RAISON SOCIALE 1 :</b>		<b>RAISON SOCIALE 3 :</b>	
<b>SIRET** :</b>		<b>SIRET** :</b>	
<b>ADRESSE :</b>		<b>ADRESSE :</b>	
<b>TELEPHONE :</b>		<b>TELEPHONE :</b>	
<b>COURRIEL :</b>		<b>COURRIEL :</b>	
<b>PAR :</b>		<b>PAR :</b>	
<b>LE :</b>		<b>LE :</b>	
<b>RAISON SOCIALE 2 :</b>		<b>RAISON SOCIALE 4 :</b>	
<b>SIRET** :</b>		<b>SIRET** :</b>	

ADRESSE :		ADRESSE :	
TELEPHONE :		TELEPHONE :	
COURRIEL :		COURRIEL :	
PAR :		PAR :	
LE :		LE :	

\* Adapter le tableau en ajoutant des lignes si besoin.

\*\* Ou n° de TVA intracommunautaire pour les fournisseurs issus de l'UE ou autre identifiant économique équivalent pour les pays hors UE.

## 4 IDENTIFICATION DES SOUS-TRAITANTS

RAISON SOCIALE 1 :		RAISON SOCIALE 2 :	
SIRET** :		SIRET** :	
ADRESSE :		ADRESSE :	
TELEPHONE :		TELEPHONE :	
COURRIEL :		COURRIEL :	

\* Adapter le tableau en ajoutant des lignes si besoin.

\*\* Ou n° de TVA intracommunautaire pour les fournisseurs issus de l'UE ou autre identifiant économique équivalent pour les pays hors UE.

### SOUS-TRAITANCE ENVISAGÉE NON DESIGNÉE

NATURE DES PRESTATIONS :			
MONTANT :	€ HT	Dont PME :	€ HT

## 5 RÉPARTITION PAR COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS DÉSIGNÉS AU CONTRAT\*

FOURNISSEUR	NATURE DES PRESTATIONS	PART
		€ HT
		€ HT
		€ HT
		€ HT
		€ HT

\* Adapter le tableau en ajoutant des lignes si besoin (nombres de fournisseurs).

## 6 MONTANT DE LA PROPOSITION – Prestations à prix unitaires

MONTANT TOTAL DQE* :		€ HT
TVA** :	20,0%	TVA** : %
MONTANT TOTAL DQE* :		€ TTC
Date d'établissement des prix (M0):	Janvier 2026	

\* Le DQE n'est pas une pièce contractuelle.

\*\* Indiquer le taux de TVA applicable si différent de celui prévu.

Les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) s'appliquent aux quantités réellement exécutées, à la hausse comme à la baisse, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, dans la limite de 30% du montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE), tranches optionnelles comprises.

## 7 CONDITIONS DE PAIEMENT

En cas de groupement conjoint, le paiement des prestations est effectué par paiement direct à chacun des membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement des prestations est effectué :

- ☐ Sur un compte ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ Sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ;
- ☐ Par paiement direct à chacun des membres du groupement.

FOURNISSEUR	IBAN	COMPLEMENTS*

\* Préciser notamment les particularités sur la TVA applicable au fournisseur, les conditions de paiement des sous-traitants si différentes de celles prévues au contrat. En cas de changement de domiciliation bancaire le fournisseur adresse le nouvel IBAN sans délai à l'acheteur.

## 8 DISPOSITION GENERALE DU CONTRAT

### 8.1 Objet du contrat et lieu d'exécution

Le présent contrat porte sur la **réalisation des travaux de reprise des espaces publics aux abords du lot PS1 situé au sein de la ZAC AEROLIANS Secteur Carole à Tremblay-en-France (93).**

La description des travaux à réaliser est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 8.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti compte tenu de l'unicité des prestations.

### 8.3 Intervenants

#### 8.3.1 Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Grand Paris Aménagement, représenté par son Directeur Général.

**Grand Paris Aménagement**

11, rue de Cambrai  
CS 10052  
75945 Paris Cedex 19

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : [serviceachats@grandparisamenagement.fr](mailto:serviceachats@grandparisamenagement.fr)

Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

AE-CCAP

Page 7 sur 33

### 8.3.2 *Maitrise d'œuvre*

#### **VERDI INGENIERIE**

PAE du Haut Villé

2, rue Jean Baptiste GODIN 60000 BEAUVAIS

### 8.3.3 *Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)*

#### **QUARTET**

1, place de la Croix St Jacques

95390 Saint-Prix

## **8.4 Réunions de chantier**

A partir du démarrage de la phase de préparation de chantier, soit à compter de la notification de l'OS de démarrage des travaux, une réunion de chantier hebdomadaire sera tenue.

A ces réunions seront présent à minima le maître d'œuvre (MOE) qui organisera la réunion et rédigera les comptes rendus et le représentant du titulaire qui aura la responsabilité de représenter l'ensemble de l'entreprise et/ou du groupement dont il est mandataire. Pourront être conviés à participer la maîtrise d'ouvrage, le CSPS et tout autre intervenant que le maître d'œuvre jugera nécessaire.

Les livrables ou documents demandés dans le présent CCAP, dans le CCTP ou lors des réunions devront être soumis au visa du maître d'œuvre.

Les comptes-rendus de chantier notifiés par le maître d'œuvre sont opposables au Titulaire. En cas d'absence de retour du Titulaire dans un délai de huit (8) jours calendaires, le compte rendu est accepté.

## **8.5 Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## **8.6 Forme des notifications et informations du Titulaire**

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'ouvrage prévoit de recourir à l'envoi de mail avec accusé de réception ou de message électroniques transmis via le profil acheteur afin d'attester de la date et l'heure de leur réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse du Titulaire pour les notifications dématérialisées.

Lorsque la notification est effectuée par mail, le Titulaire est réputé avoir reçu notification, à la date et l'heure de l'accusé de lecture du mail qui lui est ainsi adressé, ou, à défaut de réception par Grand Paris Aménagement d'un accusé de réception dans un délai de 2 jours à compter de l'accusé de réception du mail, à l'issue de ce délai.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée



par l'accusé de lecture délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 2 jours, et par **dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/Travaux**, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au contrat doit être rédigé en langue française.

Les ordres de services sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de huit (8) jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Ceux émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

## 9 FORME DU CONTRAT

---

Il s'agit d'un marché de travaux simple rémunéré aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires du bordereau de prix unitaires (BPU) sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Ces prix ne nécessitent pas la notification d'un bon de commande.

La détermination de la somme due s'obtient en multipliant ces prix par les quantités réellement exécutées et constatées. Les quantités ne sont indiquées dans le DQE qu'à titre prévisionnel.

Le montant du DQE des travaux rémunérés aux quantités réellement exécutées (DQE) est estimatif, mais il sert de montant de référence pour les calculs de l'avance et de la retenue de garantie, ainsi que pour la mise en œuvre des articles 14 à 15 du CCAG/Travaux.

## 10 PIECES DU MARCHE

---

### 10.1 Pièces contractuelles

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG**, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Règlement de chantier faible nuisance ;
  - Annexe 2 : Tableau de synthèse déchets.
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux), (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1er avril 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. Le planning prévisionnel ;
5. Le plan du projet ;

6. Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
7. Le sous-détails des prix ;
8. Le ou les cahiers des clauses techniques générales (CCTG), ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux matériels et prestations faisant l'objet du contrat ;
9. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat ;

Les documents visés ci-dessus prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement contractuel sans réserve du Titulaire sur l'ensemble des pièces énumérées dans le présent article.

Les pièces générales, bien que non-jointes au dossier, sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leurs reconnaissent expressément son caractère contractuel.

Les « clauses générales de vente » remises par les candidats/soumissionnaires/Titulaire avec leur offre ou leur devis remis à la demande du Maître d'Ouvrage qui seraient contraires, pour tout ou partie, aux dispositions légales et / ou aux documents contractuels précités dans le présent CCAP sont réputées nulles, non écrites et non venues.

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé par le Maître d'ouvrage est le seul qui fait foi pendant l'exécution du contrat.

## 11 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

---

### 11.1 Durée globale du contrat

Le contrat prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

### 11.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont les suivants :

- **Période d'exécution des travaux : 4 mois maximum** à compter de la notification de l'OS de démarrage des travaux.
- **Période de garantie de parfait achèvement** : 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;

### 11.3 Délai de remise des documents

Les délais de remise des documents sont précisés dans les CCTP.

### 11.4 Intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux :

- Précipitations : 20mm/m<sup>2</sup> en 24h ;
- Canicule : 40°C ou plus pendant 8 jours consécutifs ;
- Neige : 2cm mesuré sur sol sur terrain plat ;
- Vitesse du vent : 60 km/h pendant 30min ;
- Gel : -3°C pendant 24h consécutives.

La station météorologique de référence en cas de litige est la station météorologique de la plateforme aéroportuaire Charles de Gaulle à Roissy-en-France, Aéroport CDG - Zone technique, 6 rue Jean Moulin - 95700 Roissy-en-France.

Les journées d'intempéries demandées par le titulaire seront consignées dans un carnet quotidien et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai, sont justifiées par le titulaire par la production des copies de remboursements de chômage intempéries par la Caisse des congés payés du bâtiment.

Les justifications sont fournies au Maître d'œuvre au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de journées d'intempéries constatées, justifiées et acceptées par ordre de service.

## **12 PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **12.1 Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes**

En cas de groupement conjoint ou solidaire, la coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du contrat revenant à l'entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas l'acheteur ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

### **12.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Le Titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du CCAG/Travaux.

**Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG/Travaux**, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire, visé par le Maître d'œuvre, puis il est soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, **par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG/Travaux** au plus tard 5 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service au Titulaire du contrat.

Jusqu'à l'intervention d'un accord, le calendrier prévisionnel d'exécution s'applique en application de l'article 18.1.4 du CCAG/Travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

## **12.3 Etudes d'exécution**

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution de l'ouvrage.

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs d'une partie d'ouvrage.

## **12.4 Provenance des matériaux et produits**

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions et exigences fixées par le contrat.

Grand Paris Aménagement porte des engagements environnementaux et sociétaux ambitieux, Dans un souci de réduire son impact écologique, l'acheteur privilégiera les matériaux d'origine française. Cependant afin de répondre aux besoins et aux spécificités architecturales des projets, plusieurs prix définissent l'origine des matériaux commandés : France, CE, International. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre. En effet, les matériaux sont soumis à l'agrément du maître d'œuvre et de l'acheteur.

## **12.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène du chantier**

### *12.5.1 Emplacement des installations de chantier*

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra mettre éventuellement à la disposition du titulaire, sur demande de ce dernier, un terrain afin que celui-ci procède à l'installation de chantier.

Le Titulaire doit veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier et se conformer strictement à la réglementation concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installations de chantier établis et acceptés dans les conditions contractuelles.

Le cas échéant, le Titulaire ne peut s'opposer aux nécessités de déplacement des installations de chantier sur demande du Maître d'ouvrage. Ces déplacements et toutes les sujétions en résultant sont à la charge

du Titulaire et réputés inclus dans le montant de son contrat. Le Titulaire ne pourra prétendre, de ce fait, à aucun supplément de prix ni prolongation de délai.

De même, le Titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à un supplément de prix ni à une prolongation de délai si des travaux confiés par le Maître d'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

Ces installations devront être réalisées avant la fin de la période de préparation conformément aux modalités prévues dans le CCTP.

#### *12.5.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé*

Le Titulaire, ou en cas de groupement, chaque cotraitant, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Les mesures concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé devra être transmis par le Titulaire au Coordonnateur SPS dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du contrat.

Le Plan particulier de Sécurité et de Santé prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur SPS. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception. Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient au Titulaire de les répercuter.

#### *12.5.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

L'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ne dispense pas le Titulaire, de ses obligations légales au regard du Code du travail.

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le Titulaire communiquera directement au Coordonnateur SPS, leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le titulaire est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

#### *12.5.4 Signalisation de chantier*

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, sera réalisée par le Titulaire sous le contrôle des services ci-après :

- L'acheteur ;
- La Maîtrise d'œuvre ;
- Le CSPS

En matière de police du domaine public sont compétents : le Maire de Tremblay-en-France pour la voirie communale ; le Département de Seine-Saint-Denis pour les voiries départementales.

En matière de police de la circulation publique sont compétents : la police municipale, ou la gendarmerie, ou la police nationale.

Lorsque des déviations d'itinéraires sont nécessaires, le Titulaire prend à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus.

#### *12.5.5 Autorisations administratives*

**Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG/Travaux**, le Titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives qui concernent et sont nécessaires pour son contrat (autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, permissions de voirie, autorisations de survol par grue de propriétés voisines, ancrages ...).

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer les démarches d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### *12.5.6 Garde du chantier en cas de défaillance*

En cas de défaillance d'un Titulaire, la garde du chantier pourra être exécutée aux frais et risques de ce dernier.

### *12.5.7 Réduction des nuisances*

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions et exigences du Règlement de Chantier faibles nuisances de Grand Paris Aménagement portant sur l'organisation de chantier et la réduction des nuisances durant les opérations de chantier.

## **12.6 Vérification des prestations**

### *12.6.1 Niveau d'obligation prévu au contrat*

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### *12.6.2 Vérification des matériaux et produits*

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage met en place les dispositifs d'essais et épreuves qui sont détaillées dans le CCTP. Le titulaire est tenu de s'y conformer.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

## **13 DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

### **13.1 Clause environnementale**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP et le Règlement de chantier faible nuisance.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### **13.2 Gestion des déchets**

Le titulaire est responsable de la valorisation et de l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées à l'article 36.1 du CCAG Travaux.

Les obligations pesant sur le titulaire dans le cadre du suivi, de la gestion ainsi que de la valorisation des déchets sont précisées dans le CCTP.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets après mise en demeure, l'acheteur procède à cette évacuation aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

### 13.3 Clause sociale

Sans objet.

## 14 IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX

---

### 14.1 Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire par ordre de service dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

### 14.2 Travaux à proximité des réseaux

Les dispositions du CCAG/Travaux s'appliquent.

L'offre technique et financière du titulaire aura pris en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le contrat.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG/Travaux**, dès la notification du contrat et avant l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit au moins 15 jours avant le début des travaux. A cet effet, le Maître d'ouvrage communiquera au Titulaire, au plus tard à la notification du contrat, le numéro de consultation de déclaration de travaux.

Les techniques que le Titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Le Titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le Titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Le Titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.



## 15 NORMES

---

Les normes et les règles de l'art à respecter sont précisées dans le CCTP.

## 16 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 16.1 Dégradations causées aux voies publiques

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

### 16.2 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

**En complément de l'article 35 du CCAG/Travaux**, le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du contrat.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre de l'entreprise titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Le Titulaire est responsable de la conservation des existants. Le Titulaire prendra soin de faire constater au maître d'ouvrage les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires et notamment les protections afin de préserver les existants.

Il est responsable de toute dégradation qui serait constatée, sauf à démontrer que la dégradation est imputable à un tiers et prendra à sa charge les frais de réparation sur présentation de devis par le maître d'ouvrage, sauf à ce qu'il intervienne lui-même pour procéder aux réparations après acceptation par le maître d'ouvrage de la solution proposée.

### 16.3 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **16.4 Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## **16.5 Devoir d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## 16.6 Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## 17 FIN DU CONTRAT

---

### 17.1 Repliement de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure restée sans effet par le maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### 17.2 Réception

#### 17.2.1 Opérations préalables à la réception

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux**, le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent le droit de refuser les opérations préalables à la réception (OPR) si le titulaire est dans l'impossibilité de remettre des Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) exhaustifs selon les dispositions du CCAG travaux et conformément au CCTP du marché.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne donc au libre choix du maître d'ouvrage :

- L'annulation des OPRs ;
- L'application des pénalités prévues à l'article 19 du CCAP.

#### 17.2.2 Réception des travaux

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Toutefois, si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération. Ce report est susceptible de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'œuvre. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

**Par dérogation à l'article 41.1.3**, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à défaut de date fixée par le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception dans un délai de 30 jours.

**Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux**, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois qui suivent la décision de réception.

**La remise de la totalité des documents fournis après exécution est une condition préalable au paiement du solde du contrat, par dérogation à l'article 12.4 du CCAG/Travaux.**

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, le paiement du solde n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau contrat. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

### **17.3 Réception partielle**

Conformément à l'article 42.1. du CCAG/Travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à des réceptions partielles de certaines phases de travaux, d'ouvrages ou de parties d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux.

En application de l'article 42.2. du CCAG/Travaux, toute réception partielle donnera lieu à l'établissement d'un état des lieux contradictoire éventuellement suivi d'un procès-verbal.

Conformément à l'article 42.3 du CCAG/Travaux, la période de garantie de parfait achèvement démarre à compter de la date d'effet de la réception partielle pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle

### **17.4 Document fournis après exécution**

**Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux**, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux et au plus tard 15 jours avant la date prévisionnelle du jour de la réception des travaux, une documentation technique complète sur l'ensemble des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'une partie d'ouvrage ou un ouvrage peut être considéré comme achevé, sans pour autant que cet ouvrage ait fait l'objet d'une réception partielle ou totale.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés est précisé dans l'article 1.4.13 du CCTP.

Ces documents sont remis au format électronique (en PDF et DWG)

En cas de non-remise des DOE dans les temps impartis, une pénalité est prévue à l'article 19 du présent CCAP.

## 18 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

---

Une garantie de parfait achèvement est prévue pour le présent marché.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux sauf en cas de prolongation de ce délai.

**Par dérogation à l'article 44 du CCAG travaux**, sans qu'il soit besoin pour le maître d'ouvrage de prendre une décision explicite de prolongation, la durée de la garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les réserves ne sont pas levées pendant son délai initial.

Ce faisant, l'absence de décision de prolongation du délai prise par le maître d'ouvrage ne peut valoir levée implicite des réserves dont la réception a été assortie.

Ainsi, les relations contractuelles entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage se poursuivent non seulement pendant le délai de garantie, mais encore jusqu'à ce qu'aient été expressément levées les réserves exprimées lors de la réception.

## 19 PRIX

---

La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres initiales (ou négociées le cas échéant) conformément à l'article 9.4.2 du CCAG/Travaux.

### 19.1 Nature des prix

Le contrat est conclu à prix définitifs, unitaires et révisables.

### 19.2 Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le contrat sont exprimés hors TVA et sont réputés comprendre toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations.

Les prix seront soumis à la TVA au taux en vigueur au moment de l'exécution des prestations et selon les dispositions réglementaires en vigueur au moment de la facturation. Si le taux de l'assiette de la TVA venait à changer pendant la durée du contrat, la facturation en tiendrait compte sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

**En complément de l'article 9.1.2 et 9.1.3 du CCAG/Travaux**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance**, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Les prix sont établis en tenant compte des prestations définies dans le contrat et en tenant compte des sujétions susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des travaux sur les chantiers voisins ou sur les mêmes chantiers.

Les prix sont réputés établis en tenant compte, le cas échéant, également de tous les frais, dépenses et sujétions suivants :

- Utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- Phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- Présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix tiennent également compte des conditions d'exécution dans un site avec une densité de chantiers connexes très importante induisant des sujétions sur le mode d'exécution et les moyens.

Il est expressément entendu que le Titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans le CCTP.

Il est précisé que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le Maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art.

### 19.3 Révision ses prix

Le marché est passé à prix révisables.

En application de l'article 10.5 du CCAG/Travaux, cette révision sera effectuée, sur chaque acompte mensuel et sur le solde par application, aux prix du contrat exécuté pendant le mois, de la formule paramétrique ci-après détaillée :

$P_m = P_o \times [0,15 + 0.85 \times TP01 M_n / TP01 M_0]$
---

Dans laquelle :

- **P<sub>m</sub>** : Prix révisés au mois M,
- **P<sub>o</sub>** : Prix initial à la date de remise de l'offre du titulaire indiqué dans le DQE et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m<sub>0</sub> ;
- **Indice M<sub>n</sub>** = valeur de l'index connu pour le mois de réalisation des prestations ;
- **Indice M<sub>o</sub>** = valeur de l'index connu au moment de la remise de l'offre du titulaire (m<sub>0</sub>).

L'index utilisé est le suivant : **Index Travaux Publics - TP01 - Index général tous travaux - Base 2010**

La **date d'établissement des prix** (Mois M<sub>0</sub>) est fixée au mois de remise des offres initiales ou négociées en cas de négociation (cf. acte d'engagement).

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé de manière périodique. Le coefficient est calculé une première fois 1 mois après la date de notification du contrat. Le coefficient est ensuite recalculé tous les 1 mois. Les prix sont fermes entre chaque période de révision

En application de l'article 12.1.7 du CCAG/Travaux, le calcul de la révision de prix sera réalisé par le Titulaire, avant contrôle du Maître d'œuvre puis acceptation de la Maîtrise d'ouvrage du coefficient de révision. En cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, le Maître d'œuvre procède à la rectification du calcul et après acceptation de la Maîtrise d'ouvrage, adresse au Titulaire concerné la nouvelle base de calcul. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

#### **Modification ou disparition d'un indice entrant dans le calcul des variations de prix :**

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation venait à être modifiée ou si un paramètre cessait d'être publié, de nouveaux paramètres seront introduits par avenant, afin de maintenir conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

### **19.4 Retenue de garantie**

Il est prévu une retenue de garantie de 5% dans les conditions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique :

- Les 5% sont calculés sur la base du montant indiqué dans le DQE du marché ;
- Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du contrat et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.
- Cette retenue de garantie sera prélevée par fraction sur chacun des versements autres qu'une avance.
- A la demande d'un Titulaire, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande émanant d'un établissement relevant des articles L. 511-1 et suivants du Code monétaire et financier. Dans cette hypothèse et si le Titulaire est un groupement, la garantie à première demande est fournie pour la totalité par le mandataire. Le montant de la garantie porte sur une somme égale au produit, par le taux de garantie, du montant du contrat initial, augmenté du montant des avenants éventuels actualisé ou révisé s'il y a lieu. En revanche, il n'est pas possible de la remplacer par une caution personnelle et solidaire.
- La retenue de garantie est remboursée au titulaire un mois au plus tard à l'issue de la période de garantie correspondante à la dernière réception partielle, en une seule fois.

### **19.5 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **20 AVANCE – REGLEMENT – MODALITES DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES**

---

### **20.1 Avance**

Sans objet.

## 20.2 Règlement des comptes

### 20.2.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

### 20.2.2 Paiement des membres du groupement

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

### 20.2.3 Régime et périodicité des paiements

Les paiements se font par acomptes mensuels conformément aux dispositions des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés.

Le solde sera réglé à l'achèvement des travaux.

### 20.2.4 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$
---



Dans laquelle :

- **IM** : montant des intérêts moratoires
- **M** : montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- **J** : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : forfait de 40 € de frais de recouvrement

### 20.3 Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives

Il est fait application de l'article 13 du CCAG/Travaux.

### 20.4 Décompte général et définitif

**Par dérogation aux articles 12.3.2 et 12.4.2 du CCAG Travaux**, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne signe pas le projet de décompte général. La notification du décompte ne pouvant intervenir qu'après la levée intégrale des réserves émises lors de la réception.

En cas de réception avec réserves, la procédure de notification du décompte est donc suspendue. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

En ce qui concerne l'établissement du décompte général, et par **dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux**, si, dans un délai de dix jours mentionnés à cet article, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

**Par dérogation à l'article 12.4 du C.C.A.G-Travaux**, l'absence de notification du décompte général ne vaut pas acceptation du projet de décompte final de l'entreprise. Aucun décompte général et définitif ne peut naître du retard pris par le maître d'ouvrage à notifier ce décompte général.

## 21 ASSURANCES

---

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux. Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

Il souscrit également une assurance décennale.

## 22 PENALITES

---

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux**, il ne sera fait aucune exemption de pénalité. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer de pénalités pour quel que motif que ce soit.

Ces pénalités sont appliquées lors des acomptes mensuels ou du solde sans mise en demeure préalable.

**Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux**, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné.

**Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux**, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage ou ses représentants.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>Sans préjudice des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 3000</math></b>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : montant HT du marché R : nombre de jours calendaires de retard</p>
Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article « Assurance », Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à cinquante euros (50 €) par jour de retard.
Retard dans l'installation de chantier	Lorsque le titulaire n'a pas mis en œuvre l'installation de chantier ou les éléments de barriérage et signalisation nécessaires à la sécurité dans les délais fixés, il encourt une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour de retard.
Retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations prévues pendant la période de préparation	<p>En cas de retard dans la remise des documents demandés aux pièces du marché, une pénalité de huit cents euros (800 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants.</p>
Retard dans la remise des documents d'exécution avant réception des travaux	<p>En cours d'exécution, le titulaire est tenu de remettre au Maître d'œuvre les documents d'exécution (plans, notes de calculs, études de détail, attestations de contrôles internes et externes sur les études d'exécution, ...) conformément aux stipulations du marché.</p> <p>En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité de mille euros (1.000 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet.</p>
Retard dans la remise d'un sous-détail des prix	En cas de retard dans la fourniture d'un sous-détail des prix, il sera appliqué, une pénalité journalière de deux cents euros (200 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans la levée de réserves après réception	<p>Dans le cas où la levée de réserves ne serait pas prononcée dans les délais prévus par les « Propositions du Maître d'œuvre à la personne responsable du marché » jointes au procès-verbal des opérations préalables à la réception ou bien en l'absence d'indication dans les trois mois qui suivent la date des propositions du Maître d'œuvre, des pénalités de retard seront appliquées comme suit :</p> <p>- dans le cas d'un dépassement d'un jour calendaire et jusqu'au 10ème jour calendaire, le montant de la pénalité applicable s'élèvera à 1/1000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>- après le 10ème jour de retard, la pénalité applicable par jour calendaire de retard s'élèvera à 1/500ème du montant HT du marché.</p> <p>Lorsque l'Entrepreneur aura dépassé le délai fixé par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'Ouvrage, il sera fait application de l'article 41.6 du CCAG Travaux.</p>
Retard dans la remise des documents nécessaires à la coordination générale des travaux	En cas de retard dans la remise de documents, plans ou échantillons nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination de travaux autre que ceux désignés au présent CCAP et lorsque ce retard aura été stipulé dans un compte rendu de chantier, de coordination ou de pilotage, il sera appliqué à l'entreprise sur simple constatation et sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans la production des décomptes	En cas de retard dans la production par le titulaire des pièces permettant d'établir les décomptes mensuels ou le décompte final, il sera appliqué, par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, une pénalité journalière de deux cents euro (200 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans le repliement des installations de chantier et dans la remise en état des lieux	<p>Il est rappelé que les délais d'exécution comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier, à la remise en état des lieux et le nettoyage du chantier.</p> <p>En conséquence, tout retard constaté par le Maître d'œuvre sur ces opérations sera sanctionné au même titre qu'un retard dans l'achèvement des travaux.</p> <p>En outre, après constatation par le Maître d'œuvre d'un tel retard, ces prestations de repliement seront exécutées à la diligence du Maître d'œuvre aux frais du titulaire défaillant, sans mise en demeure préalable et ce <b>par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux</b>, sans préjudice de l'application de la pénalité définitive liée au retard dans les délais d'exécution.</p>
Retard dans le nettoyage du chantier et de la voirie	<p>En cas de retard dans le nettoyage du chantier et de la voirie, le titulaire subira, une pénalité de huit cents euros (800 €) par jour calendaire.</p> <p>Au-delà de sept jours de retard, l'acheteur fera procéder au nettoyage au frais et risques du titulaire.</p>
Retard dans la transmission du dossier des ouvrages exécutés (DOE)	<p>En cas de retard dans la remise du DOE, une pénalité de cinq cents (500€) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire sur simple constatation du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision insuffisante ou ne respecte pas les modalités des pièces du marchés, il sera appliqué une pénalité de 50% de la pénalité mentionnée ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants.</p>
Pénalités liées à la prise de possession du terrain et des emprises	<p>a) Retard dans la mise en place des clôtures et de leur fermeture, ou dans la rectification d'une erreur d'implantation : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)</p> <p>b) État défectueux de la clôture, non-conformité d'aspect, de constitution ou de hauteur – Absence du panneau d'information public : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p> <p>c) Non-conformité des installations au plan approuvé par le Maître d'œuvre : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p> <p>d) Disparition ou déplacement d'un repère topographique (sauf remplacement) : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	e) Non-conformité de l'emprise lors de la restitution : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)
Pénalité pour non-respect des règles concernant l'hygiène et la sécurité, les nuisances	Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité : Par jour et par infraction trois cents euros (300 €)  Apport de nuisances vis-à-vis des riverains ou passants, bruit de chantier (au-delà de la limite réglementaire ou nocturne), fumée, etc... : Par infraction trois cents euros (300 €)  Absence aux réunions demandées par le Coordonnateur : Par absence trois cents euros (300 €)
Pénalité pour non prise en compte des remarques du CSPS émises dans les registres journal	En cas de non prise en compte des remarques du CSPS émises dans le registre journal, le titulaire encourt une pénalité de deux cent cinquante euros par infraction et par jour calendaire.
Pénalité pour absence à une réunion de chantier	En cas d'absence à une réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité de trois cents euros (300 €) sur simple constat du maître d'œuvre.  Sont considérées comme des absences : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les retards de plus de 30 minutes ;</li> <li>- La présence d'un représentant ne disposant pas des habilitations suffisantes pour représenter efficacement le titulaire (cf. art. 1.2.4 du CCTP).</li> </ul>
Absence ou retard aux réunions	En cas de retard supérieur à 30 minutes ou d'absence du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions de coordination, il sera appliqué une pénalité de cent cinquante euros (150 €) pour retard, ou de trois cents euros (300 €) pour absence.
Non-respect des stipulations environnementales	Les pénalités suivantes seront applicables pour non-respect volontaire ou par négligence de prescriptions environnementales définies par le SOSED.  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Stockage d'hydrocarbures (&gt;50l) sans mise en place de dispositif de rétention : 500 € ;</li> <li>2. Vidange sauvage effectuée directement sur le sol – par vidange sauvage : 200 € ;</li> <li>3. Feux laissés sans surveillance – par feu : 200 € ;</li> <li>4. Absence de poubelle au niveau de chaque installation de chantier et chaque ouvrage d'art – par poubelle manquante et par jour : 20 €</li> </ol> Pour les points 1 et 3, un avertissement préalable sera adressé au titulaire par le Maître d'Œuvre avant application des pénalités. Pour les points 2 et 4, aucune mise en demeure ou avertissement ne sera adressé préalablement à l'application de la pénalité correspondante
Non-respect de la procédure de traçabilité des déchets	Lorsque le titulaire n'a pas transmis le schéma d'organisation et de gestion des déchets, ainsi que les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, dans les conditions de l'article 1.4.12 et suivants du CCTP il encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).  Lorsque le titulaire n'a pas envoyé, dans un délai de 7 jour ouvré, les fiches de déclaration des éliminations de déchets, terres excavées ou sédiments correspondantes aux travaux réalisés, selon la procédure indiquée dans le CCTP, il encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).  Lorsque le titulaire n'a pas envoyé les volumes accompagnant les projets de décompte mensuels, il encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	<p>L'Entrepreneur qui entend exécuter ses travaux en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit au moment de la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Maître de l'Ouvrage, suivant les termes du code de la commande publique et de ses addendas.</p> <p>Si sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation avant toute intervention du sous-traitant, il encourt une pénalité journalière de 1/1000ème du montant du marché HT.</p>
Non-respect du niveau d'expertise d'un ou plusieurs membres de l'équipe du titulaire	<p>Le titulaire s'engage dans son mémoire technique à constituer une équipe dédiée à l'exécution de la mission. Cette équipe est associée à des références travaux, des compétences et un niveau d'expérience précis, qui détermine son expertise.</p> <p>Dans le cas où l'acheteur constaterait en cours d'exécution du marché que le niveau d'expertise proposé par le titulaire n'est plus assuré par les intervenants présents sur la mission, une pénalité de trois cents euros (300 €) par jour calendaire pourra être appliquée.</p> <p>L'application de cette pénalité interviendra, uniquement dans la présente pénalité, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 14 jours calendaires.</p>

A ces pénalités s'ajoutent celles prévues dans le Règlement de chantier faible nuisance.

## 23 CLAUSES DE REEXAMEN

### 23.1 Prix nouveaux

Au regard de l'exécution du marché, et en cas de nécessité, des prix nouveaux pourront être insérés dans les pièces financières. La fixation de ces prix nouveaux sera négociée entre les parties. Chaque prix nouveau sera accompagné d'un sous-détail de prix respectant le format transmis par le Maître d'Ouvrage dans le dossier de consultation des entreprises

Une modification du marché, au sens des articles R. 2194-1 et R. 2194-2 et R. 2194-5 à R. 2194-8 du Code de la commande publique, sera alors conclue et notifiée au titulaire.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### 23.2 Solution technique innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

### 23.3 Cession du contrat

Le Titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après agrément préalable l'acheteur, en cas de cession de contrat

dans les cas prévus par l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du contrat.

### **23.4 Défaillance d'un membre du groupement**

En cas de défaillance du membre d'un groupement, et après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
  - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

### **23.5 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution**

Les modalités de substitution précisées à l'article 20.4 ci-avant s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

## **24 RESILIATION DU MARCHÉ**

---

### **24.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de **l'article 50.4 du CCAG/Travaux et par dérogation à cet article**, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au Titulaire à l'exception de la part des frais et investissements éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution et qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

## **24.2 Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG/Travaux, en cas d'OS tardif, le Titulaire ne peut pas :

- Proposer au maître d'ouvrage une nouvelle date de commencement d'exécution ;
- Demander la résiliation du marché.

## **24.3 Résiliation pour faute du Titulaire**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

## **24.4 Exécution aux frais et risques du Titulaire**

Pour l'application de cet article, le marché est conclu à titre non exclusif.

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur. Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au Maître d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

*De plus, si l'emprise des travaux et les alentours après chantier ne sont pas parfaitement propres et dégagés de tous résidus appartenant à l'entreprise ou déposés par des tiers en cours de travaux dans un délai de quinze jours après l'achèvement des travaux, les opérations de nettoyage seront exécutées aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service.*

## **25 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

## **26 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

---

### **26.1 Règlement des différends**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

## 26.2 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal administratif de Montreuil**  
7, rue Catherine Puig  
93558 Montreuil Cedex  
Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)  
Site internet : <https://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

### Dérogations au CCAG Travaux :

Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> et 51 du CCAG/Travaux, les dérogations aux dispositions du CCAG/Travaux ne sont pas récapitulées dans le dernier article du présent CCAP mais sont indiquées expressément au fil de la lecture de celui-ci.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

## 27 ENGAGEMENT DU CANDIDAT

PROPOSITION ÉTABLIE LE :		
REPRÉSENTANT LEGAL :		
SIGNATURE :		
Pour le compte du groupement (joindre les pouvoirs)		Pour le seul compte du mandataire du groupement

Ayant pris connaissance des pièces constitutives du contrat, s'engage ou engage le groupement, sans réserve, à exécuter les prestations objet du contrat conformément au cahier des charges.



## 28 APPROBATION DU MARCHÉ

---

Est accepté l'offre du présent marché.

À Paris, le .....

Signature de l'acheteur